

## **Le secteur manufacturier à la sauce hollandaise**

*Par Françoise Bertrand, présidente-directrice générale de la Fédération des chambres de commerce du Québec (FCCQ)*

Avec un secteur manufacturier dont la production, la main-d'œuvre et l'investissement diminuent vis-à-vis l'appréciation rapide du dollar, le Québec pourrait bien être en train d'attraper un syndrome économique appelé le « mal hollandais » ou du moins quelques-uns de ses symptômes.

Le « mal hollandais », comme son nom l'indique, fut diagnostiqué pour la première fois aux Pays-Bas. Après des années de prospérité et d'abondance suite à la découverte et l'exploitation de champs gaziers dans la Mer du Nord, l'économie néerlandaise s'est mise à péricliter. D'une part, la croissance de l'économie s'amenuisait au rythme de l'épuisement des ressources énergétiques; d'autre part, la croissance économique ne pouvait être soutenue et relancée par le secteur manufacturier qui avait subi des années de désindustrialisation.

L'effervescence dans le secteur énergétique avait porté le florin (la monnaie néerlandaise de l'époque) à la hausse à un point où les exportations du secteur manufacturier diminuèrent de manière importante. De plus, la croissance dans le secteur énergétique drainait à la fois les capitaux et la main-d'œuvre de l'économie néerlandaise, rendant ces ressources plus rares - et plus dispendieuses - pour les autres secteurs de l'économie, le secteur manufacturier y compris. Bref, après plus de quinze ans de ce régime, le secteur manufacturier néerlandais s'était sensiblement affaibli (i.e. désindustrialisé) et ce, bien que la prospérité économique ait été forte et soutenue aux Pays-Bas grâce au lucratif secteur énergétique.

Au Québec, l'appréciation du dollar n'explique pas à elle seule les récents déboires du secteur manufacturier. La concurrence étrangère des pays à faible coût de main-d'œuvre, le ralentissement économique aux États-Unis et le conflit sur le bois d'œuvre résineux ne sont que quelques-uns des facteurs qui ont échaudé le secteur au cours des dernières années. La réalité est toujours plus compliquée que les théories économiques. Ce que nous observons au Québec se qualifierait plutôt de « poutine manufacturière à la sauce hollandaise ». On y trouve plusieurs symptômes du « mal hollandais », mais il est trop tôt pour déterminer s'il y a réellement un mouvement de désindustrialisation au sein du secteur manufacturier. Pareil phénomène s'observe généralement sur de plus longues périodes. Cependant, il vaut mieux s'interroger plus tôt que tard lorsqu'il s'agit de la structure industrielle du Québec et de la croissance à long terme de notre économie.

En octobre 2002, le dollar canadien était à 0,63 dollar américain. Sous l'impulsion, entre autres, de la hausse du prix des matières premières (métaux, pétrole et gaz), le dollar s'est apprécié à un taux de croissance annuel moyen de plus de 10 % pour atteindre aujourd'hui un niveau record de 1,06 dollars américains. Au cours de cette période, la production du secteur manufacturier a été moribonde et a diminué d'un milliard de dollars, soit une décroissance annuelle moyenne de 0,4 %. Pendant ce temps, 115 000 emplois ont été coupés dans le secteur manufacturier pour une décroissance de 3,8 % par an.

À l'image des Pays-Bas des années 60-70, ce sont les secteurs orientés vers l'économie domestique qui ont supporté et supportent présentement l'économie québécoise. C'est la belle performance de ces secteurs qui explique le faible taux de chômage. Le secteur des services (commerce et services financiers en tête) et celui de la construction ont plus que compensé pour les pertes enregistrées dans le secteur manufacturier. Il faut l'admettre, l'économie domestique avec son taux de chômage historiquement bas et ses dépenses de consommation élevées semble être en santé. Toutefois, sous ces chiffres se cache un secteur manufacturier mal en point.

S'il est normal pour un pays industrialisé de voir l'importance de son secteur manufacturier diminuer en termes relatifs par rapport au secteur des services et à l'ensemble de l'économie, il est inquiétant qu'en termes absolus le secteur manufacturier rétrécisse. Cette tendance au Québec est d'autant plus inquiétante que les investissements dans le secteur manufacturier ont diminué en 2004, 2005 et 2006.

En effet, contrairement à une idée reçue, l'appréciation fulgurante du dollar canadien n'a pas incité les manufacturiers québécois à accroître leurs investissements. La réalité est que la capacité de générer des marges de profit et la confiance en l'avenir pèsent davantage dans la décision d'investir que le prix de l'équipement importé. Pour les entreprises manufacturières, la question est de déterminer si le Québec détient les meilleures conditions d'affaires pour faire fructifier leur investissement. Avec trois diminutions consécutives de l'investissement dans le secteur (-5,6 % en 2004, -6,8 % en 2005 et -7,8 % en 2006), il y a lieu de croire que non. Il y a cependant une petite lueur d'espoir : les intentions d'investissements indiquent une augmentation de 8,2 % pour 2007.

Outre les conditions d'affaires, deux autres facteurs pourraient expliquer la diminution des investissements et la tendance émergente vers une probable désindustrialisation. D'une part, plusieurs entrepreneurs sur le point de prendre leur retraite n'ont pas de relève et prévoient vendre leur entreprise. Ces entrepreneurs sont, par conséquent, peu enclins à l'endettement et à l'investissement dans la productivité à long terme de leur entreprise, d'autant plus que la valeur d'une PME, pour un acquéreur potentiel, repose souvent sur le bassin de clients de celle-ci et pas nécessairement sur ses actifs tangibles (bâtiments, machines, équipements, etc.). D'autre part, les décisions d'investissement des multinationales ayant des usines au Québec risquent d'être influencées négativement par un dollar à parité avec le dollar américain. Avec un coût relatif d'investissement et de main-d'œuvre qui s'est accru, il est inévitable que des multinationales se demandent pourquoi investir et produire au Québec alors qu'elles exportent la majorité de leur production aux États-Unis.

Comme si la situation n'était pas suffisamment inquiétante, ce sont ces investissements qui permettent d'accroître la productivité : particulièrement ceux en machines et matériel. Est-ce nécessaire de rappeler que dans un contexte de vieillissement de la population et de finances publiques précaires où les besoins sont croissants en santé et en infrastructures, la productivité est la planche de salut?

Il y a présentement au sein des entrepreneurs et des employés du secteur manufacturier au Québec un profond sentiment d'urgence qui nécessite une action immédiate et concrète de la part du gouvernement du Québec. Il est donc à espérer que stratégie manufacturière du ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation (MDEIE) viendra, tel un «Tums», rééquilibrer quelque peu l'acidité corrosive de la sauce hollandaise sur notre poutine manufacturière.